



ZIMBABWE : « UN FOYER PLUS CONFORTABLE POUR L'ENSEMBLE DE NOTRE PEUPLE »

Dans les tribunes du champ de course de Borrowdale, le tambour a retenti ; les bouches ont entonné le leit-motiv du second congrès de la ZANU ; « *Pamberi ne One Party State* » ; Robert Mugabe, longuement ovationné, a fait un tour d'honneur, serrant d'innombrables mains au pied des banderoles invitant les jeunes à le défendre au prix de leur vie. La conclusion du discours de clôture prononcé par le président du parti : « la ZANU doit faire du Zimbabwe un foyer neuf et plus confortable pour l'ensemble de notre peuple » ; la réponse qu'y apporta la foule : « Vive l'État à parti unique » ; la sortie triomphante de Robert Mugabe dessinent assez bien l'atmosphère générale qui fut celle du congrès et les orientations qui s'en sont dégagées.

Cinq jours durant, du 8 au 12 août, près de 6 000 personnes ont donc participé ou assisté à la seconde réunion plénière de la Zimbabwe African National Union, programmée pour s'ouvrir le jour du vingt et unième anniversaire de la fondation du parti, vingt ans après la tenue du premier congrès, réuni du 21 au 23 mai 1964 à Gweru. Entre temps, plus de la moitié de la population de l'actuel Zimbabwe est née ; l'UDI a vécu, comme les éphémères tentatives de replâtrage associant l'évêque Muzorewa au pouvoir pâle local ; la guerre de libération s'est développée, sur fond de division des mouvements nationalistes, et a permis l'indépendance, malgré ces clivages. La ZANU s'est imposée par les élections comme le premier parti du pays et a entrepris une œuvre de reconstruction et de rééquilibrage économique et social que la sécheresse et la dépression ont gravement compromise ; les tendances scissipares ont ressurgi, aiguës sur l'exercice du pouvoir, et la violence a fait ombre sur la paix chèrement acquise, notamment dans le Matabeleland. C'est dans ce con-

texte qu'est venu le congrès, quatre ans après l'indépendance ; au bout de quatre ans d'expérience gouvernementale ; et, s'il a travaillé pour l'avenir, il ne se peut comprendre qu'à partir de ce passé.

La hantise de la division

On commence à ne plus tout à fait se perdre dans l'évolution des mouvements nationalistes et de leurs forces armées entre 1965 et 1980 ; on sait à tout le moins qu'elle est faite d'une rivalité permanente entre deux organisations principales, chacune ayant son réseau d'alliances internationales et sa base régionale, et de tentatives provenant des états majors ou de personnalités marginales, voire extérieures, pour assurer sinon leur union, du moins une certaine unité d'action. On ignore en général, surtout en France, ce que fut l'histoire politique de la Rhodésie du Sud à l'heure où, à travers tout le continent, les forces nationales conquéraient le pouvoir, puis l'indépendance, jusques aux portes mêmes du pays, en Zambie et au Malawi. Mais là, à Salisbury, tout ne fut qu'ambitions, rivalités, dispersion, épuisement des énergies et de l'attente populaire face à une autorité minoritaire, certes puissante, mais que peut-être le rassemblement aurait pu amener à résipiscence. On ne peut, à tout le moins, ignorer le poids que cette histoire exerce encore sur ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. A un double titre : les hommes confirmés par le congrès à la tête du parti sont des militants chevronnés de la lutte de libération, ils ont vécu toutes ces divisions et ces oppositions — et y ont fréquemment participé — et en savent les conséquences dévastatrices ; ils tiennent à prévenir le pays contre leur retour ; en même temps, leur consécration à l'indépendance a couronné la légitimité historique dont ils sont investis et, du même mouvement, les a désignés comme unitaires puisque triomphateurs, quand les adversaires devenaient automatiquement diviseurs. De cette situation dérive le double slogan répété à satiété durant le congrès : « *Pamberi ne One Party State* », vive l'État à parti unique, et « *Pasi ne maDiszidents* », à bas les dissidents, ceux-ci étant bien entendu les sympathisants de la ZAPU et les « bandits » opérant dans le Matabeleland.

Avant même d'être un organe de décision, d'organisation de l'avenir, le congrès fut donc un procès en légitimation. D'emblée, le rapport présenté par Robert Mugabe au nom du Comité central donna le ton : la moitié en est consacrée à retracer, du point de vue de la ZANU, l'histoire de la lutte de libération nationale ; du point de vue de la ZAPU, on ne peut le nier, mais avec un effort particulier, également, pour rendre hommage à toutes les parties y ayant participé, y compris à la ZIPRA (dans l'allocution prononcée sinon dans le texte écrit), y compris à l'Union soviétique pour l'aide accordée à la ZAPU et à ses combattants. La journée des héros, intégrée aux célébrations du congrès, conservera la même tonalité : honneur à la mémoire de tous les combattants, ceux de la ZANLA étant mis en avant. Quatre pages du rapport traitent

ensuite de l'action gouvernementale depuis 1980 et trois pages à peine sont laissées pour esquisser un programme. Sans doute, celui-ci se trouvera plutôt dans les résolutions. Pourtant, même sans tenir compte du caractère plutôt succinct de celles-ci, l'équilibre interne du rapport initial n'en paraît pas vraiment pondéré. La ZANU est fondée à diriger le pays aujourd'hui par suite du rôle qu'elle a joué depuis qu'elle existe ; Robert Mugabe est le dirigeant naturel et du parti et de la République, parce qu'il est celui qui a assuré la victoire en combattant les diviseurs et en rectifiant le cours de l'action lorsque celle-ci partait à la dérive.

Dès lors, la transformation de la ZANU en parti unique s'impose logiquement. Le parti unique est le bouclier contre les divisions ; il empêche que les problèmes réels puissent être utilisés à des fins égoïstes, notamment en mobilisant les mécontents sur une base régionale ; il doit permettre, au contraire, la discussion et la résolution des difficultés par l'implication du plus grand nombre au sein d'une grande organisation de masse ; il doit empêcher les « saboteurs » de se maintenir ou de s'infiltrer au sein de l'appareil d'État ; il doit contrôler les hommes pour briser les tentations d'enrichissement ou d'accaparement... Telles sont du moins les raisons qui sont avancées. Ce parti, compte tenu de l'histoire, et encore des événements récents, ne peut être que la ZANU. Mais une ZANU rénovée, remobilisée, ouverte à toutes les bonnes volontés prêtes à se dévouer pour le pays, quel qu'ait été leur passé ; dans les rangs de la ZAPU, certains ne sont pas totalement insensibles à cet appel, comme le montre le ralliement du ministre des Mines, Callistus Ndlovu, nommé membre du Comité politique près le Comité central. Au sein du parti, la vieille garde, les proches du président doivent tenir fermement les rênes. Robert Mugabe et son vice-président, Simon Muzenda, ont hérité du pouvoir de nommer les membres du Bureau politique, après que l'on a rapidement évoqué, à la demande de certaines régions, la possibilité qu'ils soient élus par le congrès. Au sein de celui-ci, quatre personnalités semblent jouer un rôle décisif : Robert Mugabe, Simon Muzenda, Maurice Nyagumbo et Nathan Shamuyarira. Le président lui-même voit son pouvoir comme son prestige renforcés et doit bénéficier à terme de la présidence nouvelle manière de la République, qui en fera, plus encore que devant, le chef de l'exécutif. A nouveau l'histoire est légitimante, puisque Robert Mugabe est érigé en force première de la guerre anticoloniale (et mis en bas relief géant par les artistes nord-coréens qui ont réalisé le monument aux héros), que Maurice Nyagumbo reçut le baptême politique au sein du Parti communiste d'Afrique du Sud et passa plus de temps que quiconque en prison, que Simon Muzenda et Nathan Shamuyarira furent associés aux premiers élans du nationalisme à la fin des années 50 ; on remarquera aussi que ce sont les politiques plus que les militaires qui sont portés aux postes de commande.

La volonté socialiste

Ceci est d'autant plus important que le congrès a définitivement engagé le parti dans une voie socialiste clairement placée sous le drapeau du marxisme-léninisme. Ce n'est guère une surprise et il s'agit là de la confirmation des orientations passées. Mais cette confirmation, justement, apparaît comme une victoire des plus idéologues des politiques, par opposition à la fois aux opportunistes se réclamant du socialisme en paroles et profitant de leur situation pour s'enrichir rapidement, et aux technocrates avocats d'un réalisme économique imposant de ne pas brûler les étapes. Or le discours de la direction est exactement à l'inverse. S'il ne nie pas la nécessité de respecter les réalités, de reconnaître le rôle du secteur privé, des entreprises sud-africaines ou multinationales, s'il répète à l'envi que la démarche sera pragmatique, il tient à insister sur l'objectif à long terme, le socialisme, et sur l'instrument qui doit permettre d'agir pour y aboutir, le marxisme-léninisme. Et l'histoire intervient aussi, puisque c'est largement autour de l'idée socialiste, pleinement découverte dans le cours de la lutte, que le noyau directionnel s'est constitué et imposé. La partie programmatique du congrès énonce donc les transformations qui devront prendre place : changer la structure de propriété des moyens de production ; développer les comités de travailleurs et les coopératives ; accroître la propriété d'État, y compris les grands domaines agricoles nationaux.

Mais le socialisme et le marxisme-léninisme n'impliquent pas seulement une action sur la société et l'économie. Ils exigent la transformation du parti lui-même. C'est pourquoi le congrès a adopté une nouvelle constitution immédiatement assortie d'un code des dirigeants. La ZANU devra fonctionner selon les règles du centralisme démocratique ; elle développera l'éducation politique dans ses rangs à partir d'un Collège Chitepo de marxisme-léninisme et, parmi l'ensemble des citoyens, par des cours délivrés dans tout le système éducatif, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Quant au code des dirigeants, il impose des règles de bonne conduite (s'habiller correctement, ne pas boire démesurément en public...) et surtout vise à empêcher le développement de la corruption et l'enrichissement des responsables du parti et de l'État. Le Comité central doit être doté des moyens de vérifier si les revenus des dirigeants sont en conformité avec le code, mais son champ d'applicabilité dans la période qui précédera l'instauration du parti unique demeure passablement flou, puisqu'il est affirmé au départ du texte que seuls les membres de la ZANU sont concernés, quand la liste des dirigeants produite *in fine* comprend des hauts fonctionnaires qui n'ont pas encore à être obligatoirement membres du parti.

La reconnaissance internationale

Légitimer le pouvoir présent par l'histoire et lui reconnaître la capacité à diriger le pays dans l'avenir, telle était sans aucun doute l'une des tâches essentielles du second congrès de la

ZANU. Mais, le parti devenant porteur de l'État, même si ces porte-parole avouent se méfier de la confusion qui semble se profiler entre les deux institutions, impliquait que la reconnaissance internationale lui fût exprimée dans des formes effaçant tout des divisions et des antagonismes précédents. Le congrès prit donc très largement sur son emploi du temps pour écouter les messages de solidarité présentés par plus de 50 délégations venues des quatre coins du globe, chaque intervenant étant personnellement présenté par Robert Mugabe qui insistait chaque fois que faire se pouvait sur le rôle de l'État ou de l'organisation représentée dans l'aide à la lutte de libération zimbabwéenne. L'ordre de cet interminable défilé fut en lui-même hautement significatif. D'abord, les chefs des États les plus proches du Zimbabwe : Kenneth Kaunda, Samora Machel et Quett Masire, par ordre d'entrée à la tribune, suivis immédiatement par l'invité d'honneur du congrès, le vice-président nord-coréen, Tak Song Chol, placé au rang des amis les plus chers par suite de l'aide prodiguée avant et après l'indépendance ; ensuite les Africains, emmenés par la Tanzanie (en l'absence de Julius Nyerere qui devait effectuer une visite officielle à Harare quelque temps plus tard) ; puis les pays socialistes asiatiques accompagnés de l'Inde et du Pakistan ; les pays socialistes européens, l'URSS en tête, plus Cuba ; les partis « progressistes » d'Europe occidentale (Labour britannique, Parti socialiste français, SPD allemand, Parti communiste italien et portugais) ; enfin divers mouvements, associations ou partis du Tiers monde et d'Europe.

Ce savant dosage paraît fort explicite : le Zimbabwe reste aux avant-postes du combat pour la libération de l'Afrique, sans exclusive puisque tant le Congrès national africain que le Congrès panafricain étaient représentés au plus haut niveau ; il s'inscrit dans la communauté africaine ; il affirme son identité socialiste et la voit reconnue par l'ensemble du monde socialiste, y compris par l'URSS qui soutint Joshua Nkomo jusqu'au dernier moment, seule l'Albanie faisant défaut ; enfin, les amitiés se veulent éclectiques mais pas sans mémoire, l'inactivité du Parti communiste français avant l'indépendance étant sanctionnée par sa non-invitation, par exemple.

L'horizon 1985

« J'aimerais croire, et je suis sûr que vous en tomberez d'accord avec moi, que ce congrès historique a démontré l'esprit révolutionnaire qui a toujours caractérisé le chemin suivi dans notre développement, a démontré que nous sommes un parti uni, très uni. En fait, nous sortons de ce congrès encore plus unis qu'avant ; unis pour emporter une nouvelle victoire électorale ; unis pour aller plus fermement vers l'unification de notre nation ; unis pour procéder à la transformation de notre société sur la base des principes socialistes acceptés... » C'est encore le thème de l'unité que martelait Robert Mugabe dans son discours de clôture ; il aurait pu ajouter que, sous son autorité réaffirmée avec

vigueur, le congrès avait consolidé la direction de la ZANU. Dans un enthousiasme certain, même si les apparences semblent laisser à penser que les discussions furent limitées et que les délégués écoutèrent plus qu'ils ne prirent la parole. Harare vaquait à ses occupations sans flamme particulière et c'est tout juste si quelques affiches décoraient les arbres des avenues ; le pays était calme, le couvre-feu venait d'être levé dans le Matabeleland Sud ; les milieux d'affaires discutaient du budget et les fermiers s'inquiétaient d'un récent jugement autorisant les squatters à rester sur des terres qu'ils occupent depuis plus de cinq ans. Chez beaucoup, une certaine inquiétude devant la perspective du parti unique ; un certain scepticisme face au code du leadership et bien des commentaires sur la non-nomination au Bureau politique du ministre de l'Industrie, Kumbirai Kangai, particulièrement visé par les accusations de corruption. Mais ici, c'est de la minorité aisée qu'on parle. Les congressistes étaient sans nul doute plus représentatifs du Zimbabwe des faubourgs et des campagnes ; le grand rassemblement a été leur fête ; leur réunion dans un des hauts lieux de la vie sociale blanche, le champ de course, avait des allures de reconquête, en même temps que la parfaite organisation matérielle du congrès démontrait, dans le détail, une insigne capacité à gérer. De ce point de vue, la question posée, ou évoquée plutôt, par Robert Mugabe à l'issue de ces cinq journées est on ne peut plus pertinente : la ZANU visiblement rassemblée et galvanisée sera-t-elle capable de rassembler l'ensemble du pays ?

Le parti unique ne se fera, ont dit et répété les dirigeants, que si la ZANU démontre lors des élections de 1985 qu'elle est de fait la formation soutenue quasi exclusivement par les Zimbabwéens d'origine africaine ; les coopératives, les conseils d'ouvriers ne fonctionneront de manière satisfaisante que si le parti est capable de leur fournir un appui solide sans étouffer du même coup le potentiel d'expression qu'ils recèlent ; l'agriculture ne se développera en dehors des grandes fermes blanches que si le parti conserve le cap sur l'amélioration du sort des plus déshérités. Il ne serait pas malaisé de continuer l'énumération. Il serait injuste d'affirmer d'emblée que la ZANU s'est engagée dans une « fuite en avant » ; elle fait un pari ambitieux. Comme en 1963.

Denis Martin